65e Année. — N° 364

Le Numéro
15 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem. 3m. 6mois 1an
Nord & limit. 12.00 23.00 45.00
France,Belg. 13.00 24.00 48.00
Union post. 16.50 31.50 63.00

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 1100 ; Inter, 34. — DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX — TOURCOING : Téléph. 37

65e Année. — N° 364

MERCREDI
29
DECEMBRE 1920

Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

La Fin d'un Rêve

Le sang coule à Fiume, annoncent les dépêches d'Italie... Quelques coups de feu, quelques escarmouches, rien de très grave encore il est vrai. Mais n'est-ce point déjà le commencement du dénouement tragique qu'on souhaitait éviter?

Il faut le reconnaître, l'Italie a été patiente, elle a été indulgente envers son poète : du jour où elle a accordé son approbation au traité de Rapallo et où elle estime que son honneur désormais c'est le respect d'un engagement librement consenti, elle lui a dit, elle lui a répété : « Votre patriotisme ce sera, après avoir donné à votre pays l'exemple de la résistance, de lui donner le spectacle du sacrifice le plus douloureux et le plus noble : celui de votre idéal. Pour honorer cette suprême victoire sur vous-même, nous vous élèverons des arcs de triomphe. Nous vous accueillerons comme un fils prodigue qui a semé pendant quatre années, sur les routes de guerre, sans compter, les trésors de son verbe magnifique, de sa vaillance insouciante, de son énergie surhumaine. »

Devant son refus persistant, on hésita à sévir. Cela se conçoit : le souvenir du discours du Capitole, qui, en 1915, montra à l'Italie hésitante sa route; le souvenir des combats héroïques, des raids audacieux, de la blessure cruelle, le récit des témérités chevaleresques, enfin l'évocation de cette folle et prodigieuse expédition de Fiume étaient encore trop vivaces dans l'esprit des Latins pour que l'on se résignât à le rappeler brutalement au respect des lois.

Et voici pourtant qu'il faut en finir. C'est maintenant la dignité de l'Italie qui est en cause. L'ordre a été lancé de resserrer le blocus de la Régence : d'heure en heure, le royaume éphémère de Gabriele d'Annunzio, comme la peau de chagrin, se rétrécit... A la sortie glorieuse qu'on lui ménageait, il préfère, dit-on, une lutte sanglante. Il sonne le tocsin, il mobilise, il proclame la loi martiale, il gouverne, sévit, terrorise. Pourquoi cette obstination? Est-ce le fait, comme d'aucuns le supposent, d'un orgueil insensé? Est-ce le fait d'un accès de folie des grandeurs? Est-il simplement le prisonnier moral de ses légionnaires, de ces « arditi » qu'il a entraînés dans la poursuite de son rêve et qui n'ont point compris la splendeur de l'idée et ne pratiquent pas le désintéressement de leur chef?

Dans l'incertitude, n'accablons pas encore l'homme auquel nous devons les plus généreuses émotions de l'esprit et du cœur. A cet apôtre trop passionné de l'idéal, qui a répandu tant de beauté, rappelons seulement, au moment où il va peut-être payer de sa vie un geste inutile, que ce geste est également criminel et qu'il jettera une ombre sur sa mémoire.

G. L...

INFORMATIONS

LA LIVRAISON DES MATIERES COLORANTES

Paris, 28 décembre. — Le total des matières colorantes livrées par l'Allemagne au 30 novembre était de 9 679.104 kilos.

UNE EXECUTION CAPITALE A BOURG-en-BRESSE

Bourg-en-Bresse, 28 décembre. — Condamné à mort pour assassinat à coups de hache d'un propriétaire à Chamonix, le nommé Eugène Furest, a été exécuté ce matin. Après avoir reçu les secours de la religion, il se tint sans défiance à l'exécuteur des hautes œuvres.

A 500 KILOMETRES, UN CONCERT EST ENTENDU

Berlin, 28 décembre. — Un poste radiotélégraphique allemand a envoyé aux postes récepteurs, dans un rayon de 500 kilomètres, tous les morceaux joués au cours d'un concert. L'expérience a parfaitement réussi.

UNE AUTO RENVERSE TROIS FRERES

Paris, 28 décembre. — A l'angle des rues Verdet et de Fresbourg, une auto a renversé les trois frères Perrin. L'un d'eux, âgé de cinq ans, a succombé à l'hôpital. Le chauffeur, auteur de l'accident, a été arrêté.

NOUVEAUX TREMBLEMENTS DE TERRE EN ALGERIE

Alger, 28 décembre. — De fortes secousses sismiques sont encore ressenties dans la région d'Alger. La population est vivement inquiète.

UN MANIFESTE ÉLECTORAL du Bloc National

Il est adressé aux délégués sénatoriaux

Paris, 28 décembre. — Le Bloc national républicain adresse un manifeste aux électeurs sénatoriaux.

Après avoir signalé les dangers extérieurs résultant de la propagande des Soviets de la résistance croissante de l'Allemagne, des divisions entre alliés, le manifeste s'arrête sur les menées bolchevistes à l'intérieur. Il dit :

Le Bloc est sorti vainqueur des élections de novembre 1919. Il a brisé les tentatives bolchevistes et compte continuer son œuvre. La France a besoin de reconstruction économique et sociale, de méthodes nouvelles.

...A cette tâche, le Bloc convie tous les républicains, depuis les socialistes patriotes jusqu'aux catholiques, qui veulent servir la France dans la République. Il leur propose la devise : « Tout par l'union; tout pour l'union. »

LES PRIMES A LA NATALITE

Une initiative du Conseil général de la Seine

Paris, 28 décembre. — Le Conseil général de la Seine a pris la décision suivante, qui jouera à partir du 1er janvier 1921.

Aux mères de famille résidant depuis trois ans dans l'une des communes du département, et ayant au moins deux enfants vivants, seront accordées des primes à chaque naissance, à compter de la troisième.

L'évaluation de la dépense, en dehors de toute intervention financière des communes, est de 7.500.000 francs.

LE DESARMEMENT DE L'ALLEMAGNE

Le danger des organisations comme l'Orgesch et l'Orka

Les Gouvernements alliés en sont avisés par la Conférence des Ambassadeurs

Paris, 28 décembre. — La Conférence des Ambassadeurs vient de prendre une importante décision.

Ayant eu connaissance de la correspondance échangée entre le général Nollet, président des Commissions interalliées en Allemagne, et le Gouvernement allemand au sujet du désarmement des gardes d'habitants, elle a résolu de saisir les Gouvernements alliés de cette question.

Dans quelle mesure l'Allemagne a-t-elle satisfait aux clauses militaires du traité de Versailles? Il n'apparaît pas que ce soit d'une façon suffisante, à en juger par la décision de la Conférence.

Dans la zône du Rhin, le Gouvernement de Berlin a accompli ses promesses de désarmement. Les effectifs de la Reichswehr ou armée régulière ont été à peu près ramenés aux chiffres prévus pour le 1er janvier 1921. Mais avec la police de sûreté, les gendarmes, douaniers et gardes-forestiers, l'Allemagne possède encore une force armée d'environ 300.000 hommes.

Mais, il y a, par ailleurs et surtout, des organisations régulières comme l'Orgesch et l'Orka qui comprennent jusqu'à 2 millions d'adhérents.

Le danger de ces groupements a apparu au général Nollet. Il faut y voir la raison de la décision prise par la Conférence des Ambassadeurs.

L'Action militaire sur Fiume

Le Régent serait seulement blessé
Un obus est tombé près de lui

Rome, 28 décembre. — La Régence de Quarnero annonce que d'Annunzio a été légèrement blessé à la tête par l'explosion d'un obus tombé près de la fenêtre de la salle où il présidait le conseil de guerre.

D'Annunzio n'est pas mort

Rome, 28 décembre. — On dément officiellement le bruit répandu de la mort de d'Annunzio.

Les pourparlers entre la Régence et le gouvernement italien. — Le feu est suspendu

Rome, 28 décembre. — M. Venturi, recteur de la défense nationale de Fiume, et le maire de Fiume, ont rencontré, à Abazzia, le général Ferraro.

Il leur a été demandé, avant tout pourparler, de reconnaître le traité de Rapallo. Les délégués sont partis à Fiume pour en référer.

Avant de s'en aller, ils ont obtenu que le feu soit suspendu.

LES QUOTIDIENNES

LES FRÈRES ENNEMIS

On se dispute ferme à Tours. Les socialistes français donnent au monde le spectacle d'une complète discorde. Depuis qu'il est unifié, le parti n'a jamais été moins uni qu'aujourd'hui. Quatre tendances se partagent l'influence dirigeante; demain peut-être les ponts qui les relient seront coupés et nous aurons deux ou trois partis socialistes français.

Au fond, vous savez, ce sera exactement la même chose et il n'y aura rien de changé. Qu'ils soient réformistes, communistes, extrémistes ou surextrémistes, les militants qui suivent Longuet, Renaudel, Cachin, Sembat, Blum ou Rappoport sont tous également des révolutionnaires et des politiciens.

Ne nous frappons pas si dans les palabres qui se tiennent sur les bords de la Loire, on n'allume pas le calumet de la paix. Les socialistes qui vont à Moscou et ceux qui restent à Paris inspirent la même défiance. Ils ne représentent d'ailleurs pas la nation dont les forces vives ne sont pas attelées par la doctrine de lutte de classes et de guerre civile.

Et Capus peut écrire dans le « Gaulois » cette vérité évidente : « Le Congrès verra probablement la fin de l'unité socialiste, ce qui est un détail; il ne mortira pas sur l'unité morale de la France, ce qui est l'essentiel. »

Il est certain qu'il y a une opposition flagrante entre les théories marxistes, dernièrement [illegible] corrigées et considérablement allégées par Lénine, et la pensée française. Les incidents de Tours peuvent avoir un certain intérêt pour ceux qui suivent de près l'évolution et l'histoire des partis politiques; ils n'existent pas pour le pays.

« Ce qui se passe à Tours, écrit encore Capus, est donc en marge de la société et ne peut qu'en rider un instant la surface. »

On a raison, certes, de surveiller les manifestations de la campagne révolutionnaire, mais on a tort, à mon avis, de leur accorder une importance qu'elles n'ont pas.

Si l'opinion accordait aux initiatives des défenseurs de l'ordre, des soutiens de la société, aux œuvres vitales sur lesquelles repose l'avenir de la patrie le quart de l'attention qu'elle prodigue aux disputes socialistes et aux oracles révolutionnaires, il est probable que les choses n'iraient pas plus mal. En tous cas, les intelligences ne perdraient pas leur temps dans la poursuite de l'illusion et du rêve.

Nous avons mieux à faire actuellement qu'à marquer les coups dans le match-parade organisé par le parti socialiste.

Maurice Auber.

A TOURS

Le 18e Congrès annuel des « Unifiés »

LES SÉANCES DE MARDI

M. Lebas se solidarise avec M. Blum : la thèse des minoritaires. Lénine et Trotsky donnent l'investiture officielle à MM. Cachin et Frossard. — Le discours de M. Frossard en réponse à ceux des minoritaires. — M. Longuet, leader des centristes.

Tours, 28 décembre. — Les orateurs des quatre tendances auront fini de parler ce soir. Demain mercredi, ce sera le vote. Celui-ci ne fait de doute pour personne.

Les deux tiers du parti adhéreront aux théories de Moscou

Le parti socialiste de France adhèrera, à une majorité des deux tiers, aux théories de

M. FROSSARD
le porte-paroles de Lénine et Trotsky

Moscou avec quelques réserves insignifiantes; celles qu'a formulées M. Frossard à Paris. Alors les battus, ceux de droite, les parlementaires avec MM. Paul-Boncour, Blum, Varenne, etc., quitteront le parti et annonceront la raison de leur attitude dans un manifeste. Ils seront suivis d'une forte proportion des partis du centre, des reconstructeurs, qui se compteront sur la motion Longuet-Paul Faure.

Ce dernier l'a annoncé hier dans son discours.

M. Longuet fera, paraît-il, encore des efforts pour rester dans l'unité.

LA SEANCE DE MARDI MATIN

La séance de mardi matin est présidée par M. Sembat, député de Paris. On reprend la discussion générale sur l'admission à la 3e Internationale. Des orateurs de chacune des quatre tendances parlent à tour de rôle.

Ce matin, on entend d'abord M. Lebas, député, maire de Roubaix, et orateur de la minorité.

M. Lebas, député, maire de Roubaix prend la parole

Il s'élève contre les conditions des Soviets
Avec Lénine, l'orateur veut traiter d'égal à égal

M. Lebas démontre que tous ceux qui luttent pour l'organisation syndicale ou coopérative, font œuvre révolutionnaire. Il met ensuite en opposition l'œuvre de Lénine, toute de démolition, avec celle des socialistes autrichiens qui, sitôt arrivés au pouvoir, n'ont eu pour but que d'organiser la vie économique de leur pays.

Vous allez, dit-il, établir la dictature du prolétariat et vous débarrasser de tous les dirigeants actuels et de leurs serviteurs. Il faudra d'abord faire l'éducation du prolétariat.

Quand vous n'aurez plus les ingénieurs actuels pour faire marcher vos usines conquises, vous serez obligés d'en emprunter à l'Amérique ou à l'Angleterre. Vous aurez bien supprimé le capitalisme français, mais avec ses ingénieurs le capitalisme français rentrera par la frontière, et la France sera la proie du capitalisme international.

Zinovieff a déclaré que sans procéder à l'exclusion des droites, vous ne pouvez adhérer à la IIIe Internationale, et le parti communiste réclame en plus l'exclusion des centristes saboteurs de la Révolution et même celle des faux révolutionnaires. Il y a une lettre de Sadoul qui exprime le même sentiment.

« Mes amis et moi, dit-il, se solidariseront avec ceux qui seront frappés demain. »

En ce qui me concerne, dit avec force M. Lebas, si vous touchez à ces hommes, à Blum, à Bracke, auteurs de la célèbre motion que vous piétinerez demain ; à Renaudel (hou! hou!) et Thomas, si vous touchez à ces hommes, mes amis et moi se solidariseront avec ceux que vous frapperez.

Vous aurez aussi la responsabilité de la décision socialiste. Vous n'aurez pas que celle-là. Les conditions 9 et 10 de Lénine imposent au parti l'obligation la plus criminelle, celle de travailler à la division de la seule Internationale existant encore : l'Internationale syndicale.

« Je défendrai partout l'unité syndicale nationale et internationale. »

Au sortir de la guerre, un travail considérable s'est effectué à côté de nous. Nous ne l'avons pas vu, trop occupés à nos divisions. L'Internationale syndicale s'est reconstituée. Elle a montré ce qu'elle pouvait faire et c'est cette organisation que Lénine vous commande de démolir. Pour moi, je m'y refuse et je vous avertis que partout où je vous rencontrerai, quand vous porterez la main sur l'organisation syndicale, je me dresserai devant vous. Je défendrai l'unité syndicale nationale et internationale. Je ne veux pas être comme vous le serviteur inconscient du patronat français.

« Je me refuse à être l'humble serviteur de Lénine. »

Pour nous, conclut M. Lebas, nous irons à Vienne pour discuter dans quelles conditions peut être reconstruite l'Internationale ouvrière, avec le plus grand nombre de chances de succès. De Vienne, nous poursuivrons notre route, nous irons à Moscou. Mais ce ne sera pas pour dire à Lénine qu'en humbles serviteurs, nous acceptons ses conditions inacceptables, mais pour lui tenir le magnifique langage que lui a déjà tenu Serrati et pour discuter d'égal à égal.

Un télégramme de Lénine et consorts aux congressistes

Seuls Loriot, Cachin, Frossard sont dans l'orthodoxie

Au cours de la séance du matin, il a été donné lecture d'un télégramme adressé de Riga par l'agent bolcheviste Zinovieff, et signé de lui de Lénine, de Trotsky, etc.

Il y est dit :

Le Comité exécutif de la 3e Internationale accepte la motion Loriot-Cachin-Frossard, mais il ne peut se solidariser avec la motion Longuet-Paul Faure, toute imprégnée d'un réformisme chicanier.

On ne peut faire une exception en faveur d'aucun réformiste, quel qu'il soit.

Les partisans de la motion Longuet restent les agents déterminés de l'influence bourgeoise et ce qu'il y a de dangereux dans leur motion, c'est moins ce qu'ils disent que ce qu'ils taisent.

L'Internationale communiste ne peut rien, rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions.

Une déléguée bolcheviste envoie son salut de la frontière

Clara Zetkine, délégué au Congrès par Moscou a été arrêtée à la frontière. Elle adresse une dépêche aux congressistes, les saluant et leur enjoignant d'adopter les 21 conditions des Soviets.

Après lecture de ces deux télégrammes, la séance est levée.

LA SEANCE DE L'APRES-MIDI

Elle débute par les explications du délégué de la Fédération du Jura, arrivé en retard. La parole est ensuite donnée à M. Frossard.

La réponse de M. Frossard aux orateurs minoritaires

C'est une réponse à M. Blum que fait d'abord l'un des auteurs de la motion conforme aux désirs des soviets russes.

Ce n'est pas rompre avec la tradition socialiste, que de se ranger aux conditions des bolchevistes russes.

N'est-ce pas Jaurès, qui disait lui-même, que le respect de la tradition ne consistait pas à contempler toujours les fantômes du passé, et que c'était en allant à la mer, que le fleuve restait fidèle à sa source. La 2e Internationale est morte, non pas de n'avoir pas pu empêcher la guerre, car le 2 août 1914 a marqué la faillite du prolétariat international tout entier, mais pour avoir justement, pendant la guerre, oublié la tradition socialiste.

M. Frossard retrace ensuite au Congrès, le détail des négociations et des conférences qui depuis le Congrès de Strasbourg ont abouti à la proposition actuelle.

M. Frossard attaque l'action législative des élus socialistes au Parlement. Il parle ensuite de la C. G. T., qu'il voudrait imprégnée de l'esprit socialiste, et fait une charge assez vive contre M. Jouhaux.

Un intermède : Clara Zetkin, déléguée par Moscou entre dans la salle

L'orateur s'interrompt, car une manifestation se produit. C'est Clara Zetkin, qu'on disait retenue à la frontière, qui arrive au congrès. On l'installe au bureau, on chante l'« Internationale », et le président de séance souhaite la bienvenue à la déléguée de Lénine et de Zinovieff. Aussitôt Clara Zetkin répond et prononce un violent discours qui n'est que la paraphrase de la dépêche de ce matin.

Ce que ferait M. Frossard en cas de guerre

M. Frossard reprend son discours. Il parle de la défense nationale. La question toujours si angoissante, dit-il, est devenue plus complexe.

Avant la guerre, j'ai voté contre la motion Keir Hardie et Vaillant, préconisant la grève générale et l'insurrection générale pour empêcher la guerre. Aujourd'hui, je me demande si je n'ai pas eu tort. A Moscou, Trotsky m'a demandé ce que je ferai en cas de guerre. J'ai dit que je ne pouvais répondre et qu'il fallait que je voie d'abord clair dans ma pensée. Il faut étudier cette question et la renvoyer à l'examen d'un prochain congrès, où elle pourra être traitée avec toute son ampleur. En attendant, si la guerre éclatait demain sous l'impulsion de nos capitalistes, je dirais au prolétariat : Non, je ne fais pas la guerre.

Les regrets de l'orateur pour ceux qui s'en vont

M. Frossard dit encore qu'il n'est pas partisan du coup de force à toute occasion.

Nous voulons agir prudemment. Le nouveau parti socialiste aura pour première besogne l'éducation, l'instruction de la guerre et son recrutement.

Nous ne voulons pas d'expulsion, mais puisque vous voulez nous quitter, s'écrie-t-il, en se tournant vers la droite, je vous déclare que je ne parlerai jamais de vous avec amertume et que, malgré nos divergences de vues, je vous considère comme des socialistes.

M. Longuet invité à collaborer avec les majoritaires

Puis, M. Frossard se tourne vers le centre où siège M. Longuet et ses amis :

Quant à vous, dit-il, vous ne pouvez pas nous quitter, nous ne pouvons pas vous quitter davantage. Nous avons besoin les uns des autres.

On vote l'impression du discours de M. Frossard.

La thèse centriste exposée par M. Longuet

M. Longuet vient soutenir sa motion et la thèse des centristes. On nous accepterait à Moscou, dit-il, à condition que nous disions en y arrivant : Nous sommes coupables mais nous méritons votre indulgence. La discipline russe n'est pas acceptable pour les socialistes français, pas plus pour les socialistes allemands et autrichiens.

M. Longuet continue son exposé des résultats minimes de l'action communiste dans le monde, notamment en Suisse, en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis. Voilà donc des pays sur lesquels vous n'aurez pas d'action, et même avec lesquels vous n'aurez plus de contact, si vous adhérez à l'Internationale limitée fragmentaire et sectaire de Moscou.

Et maintenant, toute l'orateur, je me tourne vers les camarades qui vont, à mon dans l'Ame voter l'adhésion à la 3e Internationale. Il sera tarde de voir leur attitude, quand ils devront obéir au doigt et à l'œil, aux injonctions de Moscou. J'espère que cela ne sera pas trop tard pour sauver le socialisme.

Il est huit heures, M. Longuet, fatigué, demande le renvoi à demain et on l'accorde d'autant plus que presque toute la gauche a quitté la salle.

La fin de la discussion prévue pour ce soir n'arrivera que demain assez tard. Il y a encore des orateurs inscrits pour chaque tendance. On décide que le vote aura lieu à une séance de nuit.

A LA CHAMBRE

SEANCE DE MARDI MATIN

La séance est ouverte à 9 heures 40, sous la présidence de M. Graussier, devant une quinzaine de députés. M. Robert David est au banc du Gouvernement.

Interpellations sur notre politique algérienne

CELLE DE M. MOUTET

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des interpellations de MM. Eugène Lefebvre, député d'Alger, et Marius Moutet, député socialiste de Rhône, sur les intentions du Gouvernement pour mettre fin à la famine chez les indigènes et de sa politique à l'égard des indigènes.

M. Moutet rappelle que les récoltes algériennes avaient été, en 1917, de 12 millions de quintaux, en 1918 de 27 millions, en 1919 de 12 millions, alors qu'en 1920 elle ne fut qu'un peu plus de 3 millions. Il dit que l'administration a pris des mesures trop tardives pour parer à l'insuffisance de la récolte de 1920.

M. Thomson rappelle l'œuvre de la colonisation française en Algérie. Il montre que ce sont les institutions apportées par la France qui ont sauvé les indigènes de la disparition. Leur nombre a doublé depuis que les colons français ont sauvé l'Algérie.

La suite de son discours est renvoyée à l'après-midi.

La séance est levée à midi.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

La séance est ouverte à 15 h. 05, sous la présidence de **M. Raoul Péret.**

M. François-Marsal est au banc du Gouvernement.

LE DECLASSEMENT DES ENCEINTES DE DUNKERQUE ET CALAIS

La Chambre adopte sans débat : le projet de loi autorisant le déclassement des enceintes fortifiées de Dunkerque et de Calais.

LES DESITEURS DANS LES REGIONS LIBÉRÉES

La Chambre adopte sans débat : le projet de loi tendant au règlement des sommes demeurées impayées, par application des décrets suspendant toutes demandes en paiement et toutes actions judiciaires, relatives aux ventes et aux achats à terme, antérieurs au 1er août 1914, ainsi qu'aux déclarations de report y rattachant, en ce qui concerne les débiteurs qui ont été mobilisés ou domiciliés dans les régions précédemment envahies, ou particulièrement atteintes par les hostilités.

LA SUITE DU DISCOURS DE M. THOMSON SUR L'ALGERIE

M. Thomson reprend la parole.

Il trouve la preuve de l'excellence de l'œuvre de colonisation française, en Algérie, dans le fait que, pendant la guerre, les indigènes ont été d'un loyalisme absolu.

M. Marcel Habert, qui fut rapporteur du projet de loi sur l'indigénat, répond à M. Moutet :

La France a repris en Algérie, l'œuvre de civilisation de Carthage et de Rome. Les Allemands, dans leur propagande pendant la guerre, ne faisaient aucune différence entre la France et l'Algérie. Ils ont cherché à atteindre la France dans l'Algérie.

M. Morinaud. — Il n'y a pas en Algérie que les indigènes, il y a une population européenne importante. Il ne s'agit pas de faire une politique seulement pour les uns ou pour les autres. Nous devons poursuivre en Algérie une politique franco-musulmane.

La suite du discours de M. Morinaud est renvoyée à demain matin.

Séance levée à 19 h. 35. Séance demain matin, à 9 h. 30.

LES ÉVÈNEMENTS DE GRÈCE

Le prince Georges chargé par Constantin d'une mission en France

Athènes, 28 décembre. — On confirme la nouvelle du départ mercredi pour la France, du prince Georges de Grèce.

Le frère de Constantin serait chargé par celui-ci d'une mission auprès du Gouvernement français.

UN AVIATEUR TUE SUR LA LIGNE AERIENNE TOULOUSE-CASABLANCA

Barcelone, 28 décembre. — Un appareil de la ligne aérienne Toulouse-Casablanca s'est écrasé sur le sol par suite d'une panne de moteur. L'aviateur Radoul, qui le pilotait, a été tué.

LES RÉDUCTIONS SUR LES CHEMINS DE FER

Familles nombreuses et mutilés de guerre

Paris, 28 décembre. — La loi portant ouverture de crédits provisoires, pour les mois de janvier et février 1921, contient une disposition en vertu de laquelle doivent être prorogés pendant ces deux mois les effets de la loi du 14 février 1920, concernant les relèvements de tarifs en général, ainsi que les réductions accordées aux familles nombreuses et aux mutilés de guerre.

En conséquence, la validité des cartes d'identité délivrées aux familles nombreuses et aux mutilés de guerre, et donnant droit aux réductions citées ci-dessus, est prorogée pendant les mois de janvier et février 1921.

A la Fédération nationale textile

La Commission exécutive de la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie textile a décidé d'inviter les syndicats à prendre l'initiative de démonstrations publiques ou à s'associer à celles qui seraient organisées par les unions départementales.

Envisageant une autre forme d'action, l'assemblée a ensuite invité ses délégués à « préconiser aux travailleurs du textile de s'entendre avec leurs syndicats pour exiger provisoirement des industriels la réduction des heures de travail et la suppression des heures supplémentaires, afin de permettre à tous les ouvriers de cette industrie de conserver leur place dans l'atelier. »

AU CHEMIN DE FER DU NORD

Nominations dans le haut personnel

Les changements suivants ont été amenés par la retraite, à partir du 1er janvier 1921 de M. Aumont, ingénieur en chef des travaux et de la surveillance.

M. François Tetlelin, chevalier de la Légion d'honneur, est nommé ingénieur en chef des travaux et de la surveillance; M. Rossignol est nommé ingénieur en chef des lignes nouvelles, et M. Candelier est nommé ingénieur en chef adjoint des travaux et de la surveillance (décision du Conseil d'administration du 24 décembre 1920).

* * *

M. François Tetlelin, nommé comme on vient de le voir, ingénieur en chef des travaux et de la surveillance, est notre concitoyen. Né à Roubaix en 1865, il a fait de brillantes études au Collège et à l'Ecole polytechnique et a poursuivi à la Compagnie des chemins de fer du Nord une carrière qui l'a mené tôt aux postes les plus élevés.

LE DECRET sur LA PROROGATION DES ECHEANCES

Paris, 28 décembre. — Le « Journal Officiel » publiera, demain, le décret mettant fin à la prorogation des échéances.

Aux termes de ce décret, l'échéance des valeurs négociables souscrites par les débiteurs, avant le 4 août 1914, et échues originairement depuis le 31 juillet 1914 inclusivement, est prorogée de 80 mois, date pour date, à partir de leur échéance originaire.

A défaut d'une date correspondante dans le 80e mois, à la date de l'échéance originaire, la valeur négociable sera considérée comme échue le dernier jour de ce 80e mois.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LE NORD

L'« Officiel » donne les renseignements suivants sur le marché du travail dans notre région :

« Dans les industries textiles, le chômage partiel persiste et la vente des produits fabriqués diminuant toujours, la situation tend de plus en plus à s'aggraver.

» Dans la métallurgie et les constructions mécaniques, la situation est calme. A Tourcoing, par suite de la réduction du travail dans les industries textiles, les ateliers de mécaniciens manquent de commandes. Une importante fabrique de papiers a réduit la durée du travail à quatre jours par semaine. »

DERNIÈRE HEURE

Un ordre du jour de l'« Entente Républicaine »

Le programme d'activité parlementaire du groupe

Paris, 28 décembre. — Le groupe de l'Entente républicaine démocratique, réuni, cet après-midi, sous la présidence de M. Arago, pour examiner la situation, a voté l'ordre du jour suivant :

Le groupe de l'Entente républicaine démocratique, s'élevant au-dessus des manœuvres intéressées qui ont marqué la fin de la séance du 22 décembre, et qui tendaient à briser l'union nationale républicaine et sociale, plus que jamais nécessaire, décide de porter particulièrement son activité parlementaire au cours de la prochaine session sur :

1° La compression rigoureuse des dépenses publiques en plein accord avec la Commission des finances;

2° La réduction des charges militaires conciliables avec la sécurité du pays et la stricte exécution du Traité de Versailles;

3° La réforme administrative en vue de libérer les individus, les communes, les départements, des ingérences abusives et de désarmer la candidature officielle;

4° L'institution des assurances sociales et le développement des organisations professionnelles;

5° La reconstitution rapide des régions libérées, affranchies des entraves de la bureaucratie;

6° La suppression des réglementations qui nuisent à la production agricole et au développement du commerce et de l'industrie.

L'ACTION MILITAIRE SUR FIUME

L'ASSAUT A LA VILLE QUATRE CENTS REGULIERS ONT ÉTÉ TUÉS

Rome, 28 décembre. — Le nombre des soldats réguliers tués à l'assaut de Fiume atteindrait 400.

Les civils et les femmes ont participé en première ligne à la défense de Fiume.

FIUME SERAIT PRISE

Rome, 28 décembre. — On assure que le général Caviglia est entré à Fiume, après avoir tout d'abord procédé à l'occupation du port.

Le général Caviglia avait reçu du Président du Conseil un mandat impératif pour en finir coûte que coûte.

AU PAYS DES SOVIETS

Les transactions commerciales avec l'Amérique annulées

Christiania, 28 décembre. — M. Tchitcherine, le commissaire des Soviets aux Affaires extérieures, ayant appris l'expulsion d'Amérique de son agent, M. Martens, lui a câblé d'annuler toutes les transactions commerciales qu'il avait conclues avec des maisons américaines.

Un soulèvement dans la garnison de Moscou

Helsingfors, 28 décembre. — Plusieurs unités de la garnison rouge de Moscou, s'étant mutinées, ont essayé de s'emparer d'un parc d'artillerie.

Au cours d'engagements dans les rues, il y eut des morts et des blessés.

Le Gouvernement soviétique se trouve en présence d'un vaste courant dressant contre lui les ouvriers et une partie de la garnison.

La propagande bolchevique à l'étranger

Bâle, 28 décembre. — On estime à 150.000 le nombre des agents du Gouvernement de Moscou répartis en Europe et en Amérique pour faire de la propagande soviétique.

La France compterait quatre imprimeries bolcheviques.

COURTES DÉPÊCHES

— Le Pape a reçu, mardi, le corps diplomatique qui est venu lui présenter ses souhaits.

— La municipalité républicaine de Verdun a voté à l'unanimité la restitution à l'évêque de sa résidence ancienne d'avant la séparation et des locaux de son grand séminaire.

— Un violent ouragan s'est abattu, en Espagne, sur la province d'Oviedo, causant des dégâts incalculables. Trois villages sont complètement détruits.

Dernières Nouvelles Régionales

LES RECEPTIONS DU NOUVEL AN A L'EVECHE DE LILLE. — Mgr l'Evêque recevra le clergé, le jeudi 30 décembre, à 14 h. 30; la délégation des hommes d'œuvres du diocèse, à 15 heures; l'Université Catholique, à 16 h. 30.

Le lendemain, vendredi, 31 décembre, Sa Grandeur recevra les religieuses et communautés, à 14 h. 30; la délégation des dames d'œuvres catholiques, à 15 h. 30.

Le jeudi 13 janvier, à 11 heures, Monseigneur recevra le personnel enseignant des écoles catholiques.

ELECTION ANNULÉE. — Paris, 28 décembre. — Le Conseil d'Etat annule l'élection du 14 décembre 1919, dans le canton d'Ardres (Pas-de-Calais), à la suite de laquelle D. Donjon de Saint-Martin avait été proclamé membre du Conseil général.

UNE ROUBAISIENNE MALADE AU PALAIS DE JUSTICE A LILLE. — Mlle Aline Dhulst, contre-dame dans une usine de Roubaix, avait obtenu du Conseil des prud'hommes de cette ville, une indemnité de 700 francs pour rupture de contrat de travail. Sur appel interjeté par le patron, le Tribunal civil de Lille, dans son audience de mardi après-midi, réforma la décision du Conseil des prud'hommes et débouta entièrement Mlle Dhulst.

Celle-ci, qui avait comparu en personne, tomba à la renverse en entendant le jugement, et ce n'est, qu'après plus d'une heure de soins, prodigués par des personnes bénévoles, que Mlle Dhulst put retrouver ses sens.

ASSOCIATION DES OTAGES DE LILLE ET DES COMMUNES SUBURBAINES. — L'Association des otages de Lille et des communes dépendant de la forteresse de Lille, fait appel aux otages non encore inscrits et les invite dans leur propre intérêt à faire parvenir leurs nom, prénoms et adresses au secrétaire de l'Association des Otages, 27, rue de Béthune, à Lille.

COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT DE LILLE. — Dans sa réunion mensuelle, le Comice a émis un vœu sur la question des pétroles et alcools. Il est demandé notamment que le Gouvernement favorise la reconstitution et la création des distilleries agricoles dans la région du Nord.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS. — Liverpool, 18 décembre. — Ventes, 2.000; importations, 23.300; américain, baisse partielle; brésilien, baisse, 25; égyptien inchangé.

Clôture. — Décembre, 933; janvier, 938; février, 941; mars, 951; avril, 959; mai, 970; juin, 977; juillet, 985; août-septembre, 983; octobre, 984; novembre, 982.

Sakellaredis. — Décembre, 17.75; janvier, 16.75; février, 16.25; mars, 15.75; avril, 15.50; mai, 15.25; autres mois inchangés.

New-York, 11 heures, — Janvier, 14.10; mars, 13.90; mai, 13.90; juillet, 13.95.

MARCHE DES CHANGES A L'ETRANGER

Londres. Sur Paris, 60.375; sur Bruxelles, 57.65; Esc. hors banque, 6 11/16; Prêts à court terme, 5 p.c.

Alexandrie: sur Londres, 97 ½.

Bruxelles: Sur Paris, 94.975; sur Londres, 57.475.

Rome : Sur Paris, 174.60; sur Londres, 105.75.

Barcelone: Sur Londres, 44.15.